

Un changement profond est en voie de transformer la base de l'économie et de la culture canadiennes. La technologie, avec ses câbles à fibre optique, ses réseaux de terminaux d'ordinateurs et ses écrans de télévision interactive, a ramené le monde à des dimensions plus petites que jamais. Une foule de gens participent en direct à une facette ou l'autre de la vie politique, sociale et économique.

En ce moment, chez nous comme à l'étranger, la technologie profite énormément à ceux qui s'en servent. Aujourd'hui, environ 30 p. 100 des travailleurs dans les pays industrialisés constituent la nouvelle aristocratie technologique. Les 70 p. 100 qui restent, comme Abe Rosenthal les a récemment décrits dans un éditorial du *New York Times*, sont des gens inquiets, irrités qui se cherchent et s'empêchent.

Il importe de faire en sorte que la richesse et les nouvelles perspectives créées par les technologies de l'information profitent à tous. Pour cela nous devons actualiser le système de taxation. Un examen de mesures originales comme la taxe Tobin est nécessaire.

#### *S'attaquer au déficit humain : la dimension internationale*

Ces considérations nationales sont chapeautées par une dimension mondiale. De plus en plus, les pays dépendent les uns des autres pour assurer le bien-être de leurs citoyens. Trop souvent, les efforts d'un pays un jour sont effacés par les mouvements de capitaux sur les marchés internationaux le lendemain.

L'aide au développement est un élément primordial du développement social international. Nos programmes d'APD [Aide publique au développement] doivent viser deux grands objectifs : concentrer les ressources sur la réduction de la pauvreté et faire en sorte que les sommes d'argent profitent directement aux populations concernées.

Le Canada a défendu activement la proposition 20/20. De fait, suite à l'examen récent de notre politique étrangère, nous nous sommes engagés à consacrer 25 p. 100 de l'APD aux besoins humains fondamentaux.

De plus, nous devons envisager à nouveau une réforme fondamentale du système financier international. Je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que le premier ministre du Canada, qui sera l'hôte de la réunion du G-7 en juin à Halifax, a mis en tête de ses priorités l'examen des institutions financières internationales et des marchés financiers pour assurer une certaine stabilité du système et protéger les pays contre les bouleversements économiques soudains comme ceux que nous avons connus récemment.

Il est évident que la solution à ces problèmes revêt un caractère